

ROUGE 2 RAGE



N°3 Juillet 2014

**Y'EN A MARRE
DE LA GALÈRE !
AUGMENTEZ
NOS SALAIRES !**



Pour la CGT le salaire minimum d'embauche doit être de 1700 € Brut par mois. Utopie ou juste retour pour les cheminots ? Ce Rouge 2 Rage est à contre-courant de la fable du « coût du travail » colportée par le MEDEF, le gouvernement, les médias et certaines organisations syndicales.

LE SALAIRE C'EST QUOI ?

Salaire, paie, solde, traitement, rémunération... il y a beaucoup de mots pour désigner ce qui nous sert tous les mois à vivre plus ou moins bien. A quoi correspond notre salaire et de quoi se compose-t-il ?

Il y a le salaire net, ce qu'on touche à la fin du mois et le salaire « socialisé » que sont les cotisations salariales et patronales et qui servent à financer notre protection sociale (retraite, santé, famille...)

Et quoi qu'en disent certains c'est ce tout qui forme notre salaire.

Celui-ci nous est versé en échange de notre force de travail c'est-à-dire de notre capacité à créer des richesses nouvelles.

Par contre, nous ne sommes pas payés en fonction des richesses créées. En effet, nos salaires sont de loin inférieurs à la valeur que nous avons produite. La différence va dans les poches des patrons.

C'est sur cette différence entre salaire et valeur générée par notre travail que les patrons s'enrichissent, qu'ils versent des dividendes aux actionnaires etc.

Quand nous exigeons des augmentations de salaires, nous voulons simplement qu'une plus grande partie des richesses que nous avons créées nous revienne.

Se faire un peu moins voler ce n'est pas trop demander...

C'est pourtant systématiquement rejeté par le gouvernement et le patronat!

Ils vont même plus loin puisqu'ils veulent diminuer nos salaires en s'attaquant, avec la complicité de certaines organisations syndicales, à la partie socialisée que sont les cotisations.

C'est via le pacte de responsabilité, signé par les irresponsables de la CFDT, qu'ils tentent d'y arriver.

D'un côté, on nous prend une partie de nos salaires qui sert à financer nos droits et de l'autre on nous supprime ces mêmes droits parce qu'ils ne seraient pas financés...

C'est la double peine.

Et dire que ceux qui ont signé prétendent défendre les salariés !

Pour la CGT, il faut avant tout diminuer les dividendes et augmenter les salaires !

REVENDICTIONS DE LA

- Une revalorisation générale des cheminots permettant le salaire minimum d'embauche
- Un plan de rattrapage des augmentations générales annuelles avec comme première
- La transformation de la Prime véritable 13^e mois pour tous
- La revalorisation des primes de vacances et d'exploitation
- L'indexation des pensions s

SALAIRE BRUT

<p>SALAIRE DIRECT (Salaire net)</p>	<p>SALAIRE Cotisations salariales</p>
---	---

RÉMUNÉRATION DE LA FORCE DE TRAVAIL



POURQUOI ET COMMENT OBTENIR UN SALAIRE MINIMUM DE 1700 € ?

CGT :

de l'ensemble des salaires de porter à 1700€ brut le contenu salarial par des y compris pour les contrac- étape +6 % me de Fin d'Année (PFA) en s les cheminots s de travail, des gratifications n ur les salaires

→	
SALAIRE	SALAIRE
Cotisations	Cotisations
patronales	patronales

ON GLOBALE DE TRAVAIL

La CGT a pris comme référence, un budget type d'un foyer qui doit pouvoir se nourrir, se loger, se vêtir, se cultiver, se divertir et s'éduquer. Vivre quoi !!! En 1982, le salaire d'embauche d'un cheminot était supérieur au SMIC de près de 25%. Aujourd'hui, ce même salaire d'embauche (B1-4) n'est supérieur au smic que de 0,64% (traitement et prime de travail moyenne)! Dans le même temps, la productivité des cheminots a explosé et continue chaque année à augmenter. Imaginons la production comme un gâteau, chaque année celui-ci grossit (c'est la productivité des cheminots) mais la part qui va aux salaires fait toujours la même taille. Chaque année, on se fait donc un peu plus dépouiller !

DE L'ARGENT IL Y EN A ! ET POUR NOS SALAIRES ?

Pour la CGT, c'est le capital qui est un coût, quelques chiffres pour l'illustrer.

Période de 1984 à 2007 :

- Evolution du salaire moyen multiplié par 1,9
- Evolution des dividendes multipliés par 13.

Depuis 2009, les prix ont progressé 2 fois plus que les salaires !

Dans le même temps, la direction de la SNCF a supprimé 8500 emplois et versé 1 milliard 126 millions d'euros à l'Etat sous forme de dividendes. Le budget communication de la SNCF est de plus de 200 millions euros chaque année ce qui représenterait plus de 2,4% augmentation des salaires pour tous les cheminots.

Tous ces éléments démontrent bien qu'il y a de l'argent pour augmenter les salaires, mais seule la lutte des cheminots la plus large possible permettra de répartir autrement le fruit de notre travail.

C'est pour cela que la CGT revendique une première étape de rattrapage à hauteur de 6% et l'élaboration d'un calendrier pour récupérer ce qui nous a été volé depuis plus 30 ans.



IL ETAIT UNE FOIS... LA PROTECTION SOCIALE

Imaginons une société où : si on n'a pas d'argent, on ne peut pas être malade ; où on ne prend sa retraite que le jour de son décès ; où le chômage implique la mendicité. Une société où les handicapés n'auraient que le droit de crever, où l'éducation et le bien être des enfants serait un luxe de privilégiés.

Cela fait rêver ? Sans la protection sociale, ce serait notre société.

C'est cette société que patronat et gouvernement nous promettent !

C'est à l'idée qui est derrière la protection sociale qu'ils s'attaquent.

Celle où on aurait le droit de vivre dignement et pas uniquement de survivre.

Ce droit minimal, et encore insuffisant, n'est pas tombé du ciel, il est le fruit des luttes de générations d'ouvriers ayant entraîné l'ensemble des salariés.

Ces luttes syndicales, politiques et idéologiques ont trouvé un premier aboutissement en 1945, au lendemain

de la 2^e Guerre Mondiale, avec la création de la Sécurité Sociale.

Cette création est l'application du programme du Conseil National de la Résistance (CNR), fruit de la lutte contre l'occupation nazie. Dans cette lutte, la classe ouvrière a joué un rôle majeur et c'est en reconnaissance de ce rôle que ses organisations (CGT et PCF) participèrent au CNR tandis que le patronat en était exclu pour cause de collaboration avec le nazisme.

Protection sociale, Sécurité Sociale... L'idée et sa réalisation portent bien leurs noms.

Il s'agit, en effet, de protéger chaque personne des aléas de la vie. Que quelque soit sa situation, le droit d'être soigné quand on est malade ou de ne pas être laissé sans ressources est essentiel pour chaque être humain.

Pour financer ces droits, on prélève une part sur les richesses créées sous forme de cotisations.

Ces richesses ne se créent pas toutes seules, elles sont l'aboutissement du travail collectif de la société.

Pour être clair, c'est notre travail qui est source de toutes les richesses. Il est donc plus que normal, qu'une partie de celles-ci servent à nous assurer à tous un minimum de bien-être plutôt que de finir dans les poches des patrons.

C'est ce qui s'appelle un système par répartition basé sur la solidarité y compris entre les générations.

On pourrait le résumer par la formule «Un pour tous et tous pour un».

C'est ce système que gouvernement, patronat et certaines organisations syndicales, comme la CFDT, veulent détruire pour le remplacer par un système par capitalisation c'est-à-dire un système où les quelques très riches ont droit à tout pendant que tous les autres n'ont droit à rien !

